Les accords de février 1989 portant sur la démocratisation et, en particulier, l'avenir des contras, ont fourni des motifs d'optimisme même dans le contexte extrêmement difficile d'El Salvador. Ces accords ont incontestablement permis de faire avancer le processus de paix, mais il faut rester dans l'expectative et noter également les événements plus récents. L'intérêt manifesté par les Nations Unies, par exemple, pour l'expédition d'une mission technique en Amérique centrale s'est heurté non seulement à l'opposition du Honduras (qui a refusé de collaborer tant que le Nicaragua ne retirerait pas sa plainte contre Tegucigalpa déposée devant la Cour internationale de justice), mais encore au refus du FMLN de garantir la sécurité du personnel des Nations Unies affecté à cette mission sur le territoire contrôlé par la guérilla. La paix semblait alors bien lointaine en effet et la « volonté de paix » tout aussi éloignée.

Esquípuas II continue de former, en théorie, le cadre des négociations futures des chefs de gouvernement et des ministres des Affaires étrangères. Tel que mentionné, des progrès ont été réalisés dans un nombre restreint de domaines, mais il serait facile d'exagérer leur importance relative. Sapoá continue de faire face à l'opposition des contras de droite, mais les dispositions concernant le cessez-le-feu tiennent toujours. Toutefois, les perspectives des accords en El Salvador sont incertaines.